



PATRICK WOODBURY, LeDroit

Viviane Gaudreault utilise tout un éventail de méthodes d'enseignement – qui sortent de l'ordinaire – pour inculquer non seulement des connaissances aux enfants, mais aussi pour les aider à mieux réfléchir par eux-mêmes.

L'enseignante Viviane Gaudreault se fait remarquer par ses méthodes originales

# Enseigner autrement aux enfants

PATRICK DUQUETTE  
pduquette@ledroit.com

Enseigner autrement, c'est un peu la voie qu'a choisie d'emprunter Viviane Gaudreault, une enseignante d'Ottawa.

La journée d'école commence par une séance de yoga dans sa classe en immersion française de la First Avenue Public School, dans le quartier Glebe.

Dès leur arrivée en classe, les enfants de 7 ans s'installent sur des tapis verts, rouges ou mauves posés entre les pupitres.

C'est dans la position de la montagne qu'ils écoutent l'Ô Canada retentir à l'intercom.

Une musique relaxante prend ensuite le relais de l'hymne national. Les enfants enchainent les positions de yoga. Le dragon, l'arbre, le chat...

«On inspire, on expire», com-

mande M<sup>me</sup> Gaudreault en se promenant d'un élève à l'autre pour corriger la posture d'un pied, réajuster l'angle d'un bras.

«Lorsqu'ils arrivent le matin, il y a toute sorte de choses qui se passent dans leur tête, explique M<sup>me</sup> Gaudreault. Le yoga leur permet de se recentrer sur eux-mêmes et de bien écouter après. Souvent, on fait la position du lion. La respiration permet de libérer le trop-plein d'énergie, de faire disparaître la fatigue ou les frustrations.»

### Méthodes originales

Depuis quelques années, cette enseignante de 51 ans se fait remarquer par ses méthodes originales. Elle cherche à tenir compte à la fois des besoins émotifs et physiques des enfants pour développer leur créativité, leur confiance en soi et les ame-

ner à prendre des risques. Son approche, souvent inédite, vient de lui valoir l'ultime récompense: un prix du premier ministre du Canada pour l'excellence en enseignement.

Ainsi, pour amener les enfants à réfléchir à un problème, elle se sert de chapeaux de couleurs différentes, accrochés à une patène dans le coin de la classe.

La démarche s'inspire d'une méthode développée par le psychologue Edward de Bono dans son livre *Six chapeaux pour penser*. Il y a le chapeau vert de la créativité, le chapeau blanc des faits, le chapeau rouge de l'émotion, le chapeau noir de la critique négative...

«On s'en sert pour réfléchir à des problèmes tout simples qui surviennent dans la vie, explique M<sup>me</sup> Gaudreault. On est dans une vieille école ici, et il circule toutes sortes d'histoires.

L'autre jour, une petite fille avait peur d'aller aux toilettes parce qu'on lui avait raconté qu'il y avait des fantômes. Alors on a discuté de la situation en se coiffant des différents chapeaux. Le chapeau rouge pour discuter des émotions, le chapeau blanc pour tester si les faits corroborent la présence d'un fantôme...»

### Pour mieux réfléchir

L'idée de base, explique M<sup>me</sup> Gaudreault, est d'inculquer non seulement des connaissances aux enfants, mais de les aider à mieux réfléchir par eux-mêmes. Et, au bout du compte, d'en faire de meilleurs citoyens.

C'était aussi l'idée derrière la création de Bandjoe, un gorille des montagnes de l'Ouganda. Toute la classe a imaginé le périple de cette créature en voie de disparition.

De sa fuite du fin fond de la jungle africaine jusque dans leur classe d'Ottawa. L'exercice a été l'occasion de leur inculquer des connaissances sur la coopération, en sciences, en géographie, en politique. Le tout a débouché sur la production d'un livre illustré.

La devise de Bandjoe est: «Ensemble, nous pouvons changer le monde». Un des slogans de Barack Obama lors de sa campagne présidentielle de 2008. Ces paroles vont droit au cœur de M<sup>me</sup> Gaudreault.

«Moi, j'y crois parce que je vois les changements qui s'opèrent sur les enfants à mesure que l'année avance. La confiance en eux qu'ils acquièrent. Les risques qu'ils s'autorisent à prendre. J'ai eu la chance d'avoir une directrice qui a compris mon programme et l'appui des parents», dit-elle.

VOTRE VOLVO S60 2012



## BONI DE FIDÉLITÉ VOLVO

GRÂCE AU BONI DE FIDÉLITÉ VOLVO\*, SI VOUS POSSÉDEZ OU LOUEZ ACTUELLEMENT UN VÉHICULE VOLVO DES ANNÉES-MODÈLES 2002 À 2012 OU TOUTE VOLVO S80, VOUS OBTIENDREZ 1 000 \$ POUR LA LOCATION OU L'ACHAT D'UN VÉHICULE VOLVO 2012 OU 2013 NEUF.



WWW.VOLVOTTAWA.COM

ST LAURENT VOLVO | 1300, rue Michael | 1-866-798-3088 CARLING VOLVO | 1622 ave. Carling | 1-888-294-1669

\*Sous les termes de la Compagnie des Automobiles Volvo du Canada sont admissibles au boni de fidélité ses propriétaires. Le boni de fidélité consiste en un montant de 1 000 \$ versé à la location ou à l'achat. Les clients doivent se conformer aux exigences d'admissibilité pour ce bénéfice. Consultez votre concessionnaire pour de plus amples renseignements. Les personnes qui possèdent ou louent actuellement un véhicule Volvo des années-modèles 2002 à 2012 ou toute Volvo S80 sont admissibles. L'offre n'est pas transférable. L'offre n'est disponible que pour les acheteurs ou les locataires de véhicules des années-modèles 2012 et 2013. L'adresse du foyer doit être identifiée à celle indiquée sur l'enregistrement du titre du propriétaire du véhicule (il s'agit d'un formulaire de propriété du véhicule à son conjoint, à ses parents et à ses enfants vivant dans le même foyer). Le boni de fidélité doit être réclamé dans les 60 jours suivant la fin du contrat de location existant ou suivant le registre d'un véhicule Volvo acheté. Le client doit fournir une copie de l'immatriculation du véhicule échangé au acheteur.

Printed and distributed by NewspaperDirect  
www.newspaperdirect.com 855-CAN-1877-980-4040 Intern.: 800-638-6384  
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

LEDROIT, LE VENDREDI 2 NOVEMBRE 2012

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

2 novembre 2012 | *Le Droit* | QUÉBEC *La Presse Canadienne*

# Québec tolère les garderies illégales

## Selon le rapport du Protecteur du citoyen

– Après le Vérificateur général l’an dernier, c’est au tour du Protecteur du citoyen de déplorer la gestion laxiste appliquée aux services de garde.



LA PRESSE CANADIENNE

**La protectrice du citoyen, Raymonde Saint-Germain, déplore la gestion laxiste appliquée aux services de garde québécois.**

---

Québec tolère les garderies illégales, qui continuent à fonctionner année après année au vu et au su du ministère de la Famille, dénonce le Protecteur du citoyen dans son rapport annuel déposé jeudi à l'Assemblée nationale.

La protectrice du citoyen, Raymonde Saint-Germain, y note par exemple qu'une garderie a accueilli des enfants sans avoir de permis pendant six ans, entre 2006 et 2012, avant de l'obtenir enfin en janvier dernier.

En mars 2012, deux garderies illégales, dont une accueillant près d'une centaine d'enfants, étaient toujours en activité malgré une dénonciation effectuée en août 2011 et une visite d'inspection le mois suivant. Il est interdit d'accueillir plus de 80 enfants dans une garderie.

À l'automne 2010, l'ex-ministre libérale Yolande James s'était pourtant engagée à contrer le phénomène croissant des garderies illégales, notamment en triplant le nombre d'inspecteurs chargés de faire respecter la loi.

Or, le Protecteur du citoyen a noté que plusieurs mois pouvaient s'écouler entre le dépôt d'une plainte, une visite d'inspection et l'émission, par le ministère, d'un avis de non-conformité devant normalement entraîner la fermeture.

« Malgré l'augmentation du nombre de garderies illégales mises au jour, le Protecteur du citoyen a constaté des lacunes dans les interventions effectuées par le ministère », écrit Mme Saint-Germain.

Pourtant, « le ministère a tous les pouvoirs pour fermer une garderie », a-t-elle ajouté en conférence de presse.

Au total, l'an dernier, l'organisme a reçu 192 plaintes relatives au ministère de la Famille, peuton lire dans le rapport annuel qui compte plus de 200 pages.

Le directeur général de l'Association québécoise des CPE (AQCPE), Louis Sénécal, estime que la meilleure façon de régler le problème, « c'est de créer des places ». La pénurie explique une telle tolérance à l'illégalité, selon lui.

Le vice-président de l'Association des garderies privées, Samir Alahmad, a réagi de son côté en jugeant la situation aberrante. « On dirait qu'on n'est pas capables d'arrêter ce fléau », a-t-il déploré, craignant que des enfants soient en danger dans des garderies illégales et non sécuritaires.

Indépendant du gouvernement, le Protecteur du citoyen s'assure que les contribuables reçoivent les services publics p r o m i s p a r l e g o u v e r n e - m e n t. Il accueille les plaintes des citoyens ou effectue des enquêtes de sa propre initiative. En 2011-2012, il est intervenu auprès de 58 des 80 ministères et organismes de l'État québécois.

#### Soins à domicile

Chaque année, le ministère de la Santé est aussi un de ceux faisant l'objet d'un grand nombre de plaintes au Protecteur, mais le chiffre est en baisse de 8 pour cent cette année.

Par contre, le nombre de plaintes fondées relatives aux services de soins à domicile (aide pour les soins d'hygiène, pour l'habillement ou les tâches domestiques, par exemple) pour les personnes âgées et les handicapés est en hausse « importante ». L'accès à ces services pose un réel problème, selon Mme Saint-Germain.

Le plafond d'heures de services offerts ne correspond pas toujours aux besoins, les délais d'attente pour obtenir des services s'allongent et on constate des disparités régionales importantes, déplore-t-elle.

En mars dernier, préoccupée par la précarité des services de soins à domicile et la grande vulnérabilité des clientèles visées, Mme Saint-Germain avait fait enquête et produit un rapport portant uniquement sur ce point. Elle jugeait que la politique de soutien à domicile, mise en place en 2003, était déficiente et mal appliquée.

Cet écart entre l'offre théorique et l'offre réelle de services, conclut une fois de plus la protectrice, cette fois dans son rapport annuel, « a un impact sur la qualité de vie des usagers » et de leurs proches.

Dans ce type de services et pour tout autre service gouvernemental, Mme Saint-Germain déplore le manque d'adéquation entre les engagements pris par Québec et les moyens déployés pour les réaliser.

« Prévoyez les ressources en conséquence! », a lancé la protectrice à l'intention du gouvernement, en l'invitant à faire preuve de plus de prudence et de rigueur « dans le calcul des impacts, avant de faire des annonces ».

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

## Chagement d'heure ce dimanche



Publié le 1 Novembre 2012  
Sébastien Pierroz 

**Le dimanche 4 novembre 2012, à 2 h, la majorité des Canadiens devront ajuster leurs cadrans d'une heure afin de reculer à l'heure normale. Non seulement les matinées d'automne en seront un peu plus ensoleillées, mais cette pratique permet également de se tenir à l'heure juste.**

Sujets : [Conseil national de recherches du Canada](#) , [Radio-Canada](#) , [Laboratoire des étalons des mesures du temps](#) , [Ottawa](#) , [Canada](#) , [Canaux de CBC](#)

L'importance de la standardisation du temps est facile à oublier à l'ère moderne. La majorité d'entre nous se lèvent au son du cadran matinal afin de parcourir notre journée en suivant un horaire prédéterminé. Il est difficile d'imaginer qu'autrefois, la seule source d'heure standardisée provenait de la tour du village. Il est vrai que les montres et les cadrans personnels existent depuis quelques centaines, mais ces outils n'étaient pas toujours abordables pour le Canadien moyen. Les plus fortunés qui détenaient leur propre cadran devaient pour leur part s'assurer qu'il affichait l'heure juste en la comparant à une source fiable.

C'est alors que le 5 novembre 1939, le réseau CBC diffusa le premier signal sonore du temps officiel canadien grâce à l'horloge atomique du Conseil national de recherches du Canada (CNRC) à Ottawa. Partout au pays, les gens avaient maintenant une façon d'ajuster leurs montres et leurs cadrans à une source fiable et officielle, la même qui est utilisée pour les horaires de train, d'avions, etc.

De nos jours, la plupart des Canadiens se fient à leurs téléphones intelligents, à leurs cadrans numériques ou à d'autres outils afin de planifier leur journée. L'heure officielle du Canada est toujours maintenue par le CNRC grâce aux horloges atomiques au césium du Laboratoire des étalons des mesures du temps à Ottawa. Ces horloges ont une marge d'erreur d'une seconde à chaque 3 millions d'années. Cette justesse est importante pour la coordination des ordinateurs, du contrôle aérien et des systèmes de navigation par satellites, pour n'en nommer que certains.

Le CNRC distribue l'heure officielle à l'aide de diffusion d'ondes courtes à la radio, d'une horloge parlante téléphonique, d'une horloge web, du protocole de temps réseau et de la diffusion sur les canaux de CBC et de Radio-Canada.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

2 novembre 2012 | *Le Droit* | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT [fpdefault@ledroit.com](mailto:fpdefault@ledroit.com)

# Duel de femmes à la chefferie libérale ?

La ministre Kathleen Wynne se préparerait à annoncer sa candidature à la chefferie du Parti libéral de l'Ontario à tout moment. Son ex-collègue Sandra Pupatello l'aurait probablement déjà fait, n'eut été de la tempête Sandy qui a balayé le sud-ouest de la province, en début de semaine.



À côté de ces deux têtes d'affiches, les autres candidats presentis à la succession de Dalton McGuinty risquent d'être confinés dans des rôles de figurants. La table est mise pour un premier duel de femmes à la chefferie d'un parti politique ontarien.

Signe des temps ou simple coïncidence?

« Disons que ce sont deux femmes qui ont su bien placer leurs pions », affirme le politologue Brian Tanguay de l'Université Wilfrid-Laurier, à KitchenerWaterloo.

Kathleen Wynne, 59 ans, est reconnue pour son franc-parler. C'est d'ailleurs ce franc-parler qui a permis à cette élue de Toronto de garder la tête hors de l'eau, alors L'ex-ministre du gouvernement McGuinty, Sandra Pupatello, à gauche, ainsi que l'actuelle ministre des Affaires municipales et du Logement, Kathleen Wynne, lorgneraient la chefferie du Parti libéral de l'Ontario. que son gouvernement sombrait dans la controverse, plus tôt cette année. La ministre des Affaires municipales et du Logement a notamment affirmé que ses troupes doivent « tirer des leçons » de leur récente confrontation avec les enseignants. Un rare coup de gueule dans un environnement aussi partisan que Queen's Park.

« Mme Wynne a su garder sa réputation même si son parti a été éclaboussé par plusieurs scandales. Elle a su se dissocier – et pas toujours subtilement – de certains gestes qu'a posés son parti et exprimer publiquement son désaccord », analyse le professeur Tanguay.

Sandra Pupatello, 50 ans, a dirigé successivement le ministère des Services sociaux et communautaires, le ministère de l'Éducation et le ministère du Développement économique avant de tirer sa révérence, l'an dernier. Elle est depuis à l'emploi de la firme d'expertsconseils PricewaterhouseCoopers. L'ex-députée de Windsor-Ouest a déjà reçu l'appui officiel de deux ministres influents, Bob Chiarelli et Dwight Duncan.

« Mme Pupatello est vraiment dans la position idéale. Elle est partie au bon moment, ce qui lui a permis, elle aussi, de garder une bonne réputation. Les ministères qu'elle a dirigés pendant ses années en politique n'ont jamais été éclaboussés. Elle est la 'Mme Nette' dont les libéraux ont besoin pour faire oublier la fin des années McGuinty », commente Brian Tanguay.

Dans une course à deux, on s'attend à ce que Mme Wynne rallie les militants libéraux de centregauche et Mme Puptallo, ceux de centre-droite.

« Le Parti libéral a besoin d'un nouveau visage qui va rétablir les liens avec ses appuis traditionnels, dans le secteur de l'éducation, surtout, et dans le secteur public en général. C'est là qu'une Sandra Pupatello ou une Kathleen Wynne peut marquer des points. C'est la seule chance qu'a le parti de changer son image avant les prochaines élections », observe la politologue Caroline Andrew, directrice du Centre d'études sur la gouvernance de l'Université d'Ottawa.

Les autres candidats presentis au sein du gouvernement sont les ministres Deb Matthews et Glen Murray. « Si elle décide de se lancer, Mme Matthews aura du mal à faire oublier le scandale d'ORNGE qui a beaucoup entaché sa crédibilité en tant que ministre de la Santé, au cours de la dernière année. M. Murray, lui, n'a pas encore l'expérience requise. S'il se lance, c'est pour se faire connaître en prévision d'une prochaine course », note le professeur Tanguay.

Par contre, l'ex-ministre Gerard Kennedy pourrait brouiller les cartes. « C'est le joker. Il est doué et articulé. Il est un très bon orateur qui sait captiver un auditoire. Mais il a déjà brigué la chefferie libérale à deux occasions, une fois au provincial et une fois au fédéral, sans succès. Il a cette étiquette de perdant qui risque de déplaire aux délégués du parti », poursuit le politologue.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

2 novembre 2012 | *Le Droit* | FRANÇOISFRANÇOISPIERREPIERRE DUFAULT  
fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

# Queen's Park au féminin, le choix logique

Les députés du Parti libéral de l'Ontario ne feront pas qu'écrire une page d'histoire de la province s'ils nomment une femme pour succéder à Dalton McGuinty, fin janvier. Le choix d'une Sandra Pupatello ou d'une Kathleen Wynne pourrait bien être leur seule planche de salut à la veille d'une prochaine campagne électorale.

« Ce serait le choix logique », affirme la politologue Caroline Andrew, coprésidente de l'initiative Les femmes et le leadership et directrice du Centre d'études sur la gouvernance de l'Université d'Ottawa.

« Les responsabilités provinciales relèvent pour la plupart de domaines dans lesquels les femmes ont une grande expertise : l'éducation, la santé, les services sociaux. Ce sont tous des secteurs d'emplois très féminisés. Les femmes sont généralement mieux placées pour comprendre ces enjeux et prendre des décisions. Ce n'est pas pour rien qu'on voit davantage de femmes à la tête des gouvernements provinciaux, dernièrement », illustre la professeure Andrew au Droit.

Si les libéraux nomment une femme à la tête de leur clan, l'Ontario deviendra la cinquième province canadienne à être dirigée par une première ministre, après Terre-Neuve-et-Labrador, la Colombie-Britannique, l'Alberta, et, plus récemment, le Québec. Pour la première fois dans l'histoire du pays, il y aurait autant de femmes que d'hommes à la conférence des premiers ministres provinciaux.

L'élection d'une chef libérale mettrait également fin à l'ambiance de boys club qui est imprégnée dans les boiseries de l'Assemblée législative depuis près d'un siècle et demi. Pour la première fois, des femmes seraient à la tête de deux des trois partis ayant une députation au parlement provincial.

Ce serait tout un revirement de situation dans une province qui n'a vu que deux femmes se hisser jusqu'à la direction d'une formation politique. Andrea Horwath est à la tête des néo-démocrates depuis 2009. Avant elle, Lyn MacLeod a mené les troupes libérales de 1992 à 1996.

« Ça risque effectivement de changer le ton des débats. On aurait peut-être droit à des débats moins agressifs, moins partisans », estime Caroline Andrew. « Chose certaine, (le chef progressiste-conservateur) Tim Hudak serait forcé de rajuster le tir ».

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

2 novembre 2012 | *Le Droit* | *La Presse Canadienne*

# La réforme des pensions fédérales critiquée

L'Institut C.D. Howe critique la réforme des pensions du gouvernement fédéral



MARTIN ROY, Archives Ledroit

**Selon l'Institut C.D. Howe, la réforme des régimes de pension du gouvernement fédéral demeure trop généreuse.**

Une nouvelle étude réalisée par l'Institut C.D. Howe soutient que la réforme des régimes de pension du gouvernement fédéral demeure trop généreuse pour les fonctionnaires et les députés, et trop



risquée pour les contribuables.

L'institut croit que le gouvernement sous-estime d'environ 40 pour cent, ou 100 milliards \$, les engagements de ces régimes, ce qui veut dire que la note pour les contribuables pourrait être beaucoup plus élevée que ce qui a été avancé par le gouvernement.

L'étude ajoute que les changements améliorent le système actuel mais qu'ils doivent aller plus loin si on désire en arriver à une répartition égale des risques et des avantages.

En vertu de la nouvelle loi, les fonctionnaires, les députés et les sénateurs contribueront pour environ la moitié du coût des régimes.

Pour en arriver à un partage véritablement équitable entre les employés et les contribuables, les régimes de retraite doivent être modifiés en profondeur, selon C.D. Howe, sans quoi la contribution des participants devra être nettement plus importante.

La loi a été approuvée par le Sénat mercredi et n'attend plus que la sanction royale pour être en vigueur.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

Michel Thibodeau poursuivra Air Canada devant la Cour suprême

# Pour en finir une fois pour toutes



**PHILIPPE ORFALI**  
porfali@ledroit.com

Michel Thibodeau portera sa cause devant la Cour suprême. Le Franco-Ontarien, qui livre depuis plus de dix ans une bataille judiciaire contre Air Canada, souhaite mettre un terme, une fois pour toutes, aux violations répétées du transporteur à la Loi sur les langues officielles.

Le résident d'Orléans et son épouse accusent Air Canada d'avoir bafoué maintes fois la Loi sur les langues officielles (LLO), car ils ont été incapables de recevoir des services dans leur langue à maintes reprises, tant au sol que dans les airs. Michel Thibodeau avait même été escorté par des policiers à sa descente de l'avion pour avoir exigé des services en français.

C'est M<sup>r</sup> Ronald Caza – l'avocat ayant mené l'offensive légale pour sauver l'Hôpital Montfort de la fermeture – qui représentera cette fois les Thibodeau, si la Cour suprême décide d'entendre leur cause. Le couple s'était représenté lui-même devant la Cour fédérale et la Cour d'appel.

«Depuis la création des droits linguistiques au Canada, il a toujours fallu se rendre devant les tribunaux (pour les faire respecter), a affirmé M<sup>r</sup> Caza. Cette cause est donc très importante.»

### Problèmes «systémiques»

Un jugement de la Cour fédérale, rendu en juillet 2011, donnait raison aux Thibodeau, qualifiant de «systémiques» les problèmes de respect de la Loi à Air Canada, et leur octroyant 12000 \$ en dédommagement.

La juge Marie-Josée Bédard avait également pressé l'entreprise à mettre en place un système de surveillance permettant d'identifier tous les cas de violation des droits linguistiques de ses employés et usagers.

Mais la Cour d'appel a cassé en septembre une partie de la décision, réduisant de moitié les indemnités, et supprimant l'obligation pour Air Canada de surveiller ses bévues linguistiques.

«J'en ai longuement discuté avec mon épouse et nous avons décidé d'aller jusqu'au bout. C'est une bataille juridique qui dure depuis douze ans. Il faut que la Cour suprême se prononce sur les obligations linguistiques d'Air Canada, sur l'importance de la LLO», a affirmé M. Thibodeau au *Droit*.

Ils souhaitent que la Cour suprême rétablisse le jugement de la Cour fédérale.

«Il s'agit d'une cause très importante pour tous les Canadiens, notamment les francophones en situation minoritaire,



PATRICK WOODBURY, LeDroit

Michel Thibodeau, qui livre depuis plus de dix ans une bataille judiciaire contre Air Canada, souhaite mettre un terme aux violations répétées du transporteur à la Loi sur les langues officielles. Pour ce faire, il espère que la Cour suprême du Canada entendra sa cause.

a déclaré M. Thibodeau. Nous avons confiance que la Cour suprême acceptera d'entendre la cause, car elle touche des éléments très importants comme le respect des droits linguistiques.» Les Thibodeau ont jusqu'à la

fin novembre pour interjeter appel devant le plus haut tribunal au pays. Il pourrait s'écouler quelques mois avant que la Cour décide si elle entendra ou pas la cause. Si la cause est entendue par la

Cour suprême, le Commissariat aux langues officielles agira à nouveau à titre d'intervenant, comme dans les deux précédentes instances, a fait savoir l'attaché de presse de Graham Fraser, hier.

PHILLIP Van.Leeuwen

## Deux, c'est mieux

ACHÉTEZ-EN UN ET OBTENEZ LE DEUXIÈME À **50% DE RABAIS** Sur tous les sièges en tissu\*

\*Sur les articles de valeurs égales ou moindres. Inclut les canapés, causeuses, fauteuils et poufs.

**L'événement Sièges en tissu**  
Le solde débute aujourd'hui

613.562.0700  
ARTofFURNITURE.ca

Visitez notre salle de montre située au 10 Byward Market pour les détails.

# LE KIT DU KID

Alain Landry

**TOUT AU COMPLET 4 MCX**

# 199\$

| greg . landry |

171. ST-RENÉ EST  
GATINEAU  
819.663.2455  
www.greglandry.net

MODE POUR HOMMES

LEDROIT, LE VENDREDI 2 NOVEMBRE 2012

## Une station de recharge pour véhicules électriques à Ottawa



Sébastien Pierroz

Publié le 1 Novembre 2012  
Sébastien Pierroz 

**Une station de recharge pour véhicules électriques a été inaugurée en début d'après-midi près de l'entrée de la rue Lisgar de l'hôtel de ville.**

Sujets : [Hydro Ottawa](#) , [Ottawa](#)

Mise en place dans le cadre d'un projet pilote de six mois, cette station de recharge permet aux propriétaires de véhicule électrique d'en recharger la batterie gratuitement. Grâce aux résultats futurs, la Ville et Hydro Ottawa aimeraient déterminer des stratégies quant à l'orientation à donner à cette technologie dans la ville.

«Il faut inciter les résidents à faire des choix plus écologiques concernant les transports, a déclaré le maire Jim Watson. En utilisant cette station de recharge, les actuels propriétaires de véhicule électrique ouvriront la voie à ceux qui feront ce choix écologique dans l'avenir.»

L'idée est également la même pour la conseillère Maria McRae: «Ce projet pilote donne aux résidents et aux entreprises la possibilité de recharger leurs véhicules pendant qu'ils reçoivent des services municipaux à l'hôtel de ville.»

La Ville fournit déjà la place de stationnement accessible où est installée la borne de recharge, tandis qu'Hydro Ottawa assume le coût de l'électricité. Hydro Ottawa estime que, si la borne de recharge était utilisée 24 heures sur 24, sept jours sur sept, les frais d'électricité seraient inférieurs à 600\$ par année. Les coûts d'installation de la station de recharge, qui s'élèvent à 25000\$, seront payés à parts égales par la Ville et Hydro Ottawa.

[Previous Story](#)[Next Story](#)*Article rank* | *2 Nov 2012* | *Ottawa Citizen* | *TERESA SMITH*

# School trip axed amid abortion controversy

## Ottawa students were headed for Ohio to participate in U.S. voting campaign

Two days before dozens of students from an Ottawa Catholic high school were scheduled to go to Ohio to help "Get out the vote" for the U.S. election, the field trip has been cancelled following a storm of controversy on an anti-abortion website.

An article posted to LifeSiteNews.com characterized the teacher organizing the trip for St. Peter students as pro-Obama — and, therefore, pro-choice.

The article, which quoted an "incensed" mother, described the trip to the notorious swing state as an effort to help re-elect President Barack Obama, "the most pro-abortion president we've had," according to the anonymous mother, whom the website said had a daughter at St. Peter Catholic School in Orléans.

School principal Norma McDonald said she decided to cancel the trip Wednesday evening after a communications adviser from the school board alerted her to the article and the comments it was generating.

McDonald said she hadn't received any complaints about the planned Nov. 3- 7 trip, and didn't know there were any concerns until she read the online commentary, much of which she said did not seem to be coming from within the school community.

The article, written by John Jalsevac, characterized Civics and Law teacher Scott Searle as an Obama advocate who was convincing students to knock on doors for the president and went on to quote the mother as saying "a field trip of this nature is so profoundly disrespectful of the Catholicism in the school." "The trip had an educational value that was clearly connected with our school's curriculum," said McDonald, who along with the school board's superintendent formally approved the itinerary months ago.

The students were going to help register voters in Boardman, Ohio, attend a private lecture from a Religious Studies professor at Ohio's Youngstown State University, and meet with an organizer for "Obama for America" to talk about the importance of community involvement in urban centres.

However, when McDonald read some comments from LifeSiteNews.com, she realized the abortion debate was overshadowing the trip.

Many anonymous commenters accused the board of being "incompetent" or condoning "the anti-Catholic policies of Obama." Others said the board is "pro-contraception and pro-abortion" and "pays for contraception for their employees ... and partners with groups that promote contraception in the developing world."

One comment, which received 31 "likes" from fellow readers, said "If you support the party that supports abortion YOU BETRAY GOD."

Women's reproductive rights have featured heavily in both presidential campaigns, with Mitt Romney attempting to distance himself from Republican state candidates who would outlaw abortion even in cases of incest or rape, and Obama saying *Roe v. Wade* — the U.S. Supreme Court decision which legalized abortion south of the border — could be overturned if Romney becomes president.

"I could see that the trip was causing unforeseen anxiety," said McDonald who, after discussing her decision with Searle, gathered the 52 students on Thursday in the school's chapel to break the news.

"Of course the students were disappointed," said McDonald, "these are teenagers." But, "the trip was not worth it," she said.

On Thursday afternoon, students began a Twitter campaign to clear the name of their teacher who had borne the brunt of the online commenters' wrath.

Using the hashtag #TeamSearle, students expressed their frustration at what they called the "biased article," and the cancellation of the trip. They also wrote about Searle as an "inspirational teacher."

Josh Clatney, 15, a Grade 10 student who would have been heading to Ohio on Saturday, said the article misrepresented the reasons for the trip entirely. "It turned what was supposed to be an educational trip to learn about how the American system of government works into that we're going to support Obama and his pro-choice views, which was absolutely way off the mark."

He also objected to how the article characterized Searle. "He may have said he was pro-Obama, but the point of the trip was never to push his political agenda on us."

Despite his disappointment, Josh said he and his fellow students support the school's decision to cancel the trip they had been looking forward to all year.

"We are a strong community at our school and we definitely support Mr. Searle in this decision."

Searle declined to comment Thursday evening.

LifeSiteNews was started in 1997 by the Campaign Life Coalition, a national anti-abortion organization headquartered in Toronto.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | 2 Nov 2012 | Ottawa Citizen | [Tsmith@ottawacitizen.com](mailto:Tsmith@ottawacitizen.com) [twitter.com/tsmithjourn](https://twitter.com/tsmithjourn)

# School: Decision frustrates students

"The trip had an educational value that was clearly connected with our school's curriculum," said McDonald, who along with the school board's superintendent formally approved the itinerary months ago.

The students were going to help register voters in Boardman, Ohio, attend a private lecture from a Religious Studies professor at Ohio's Youngstown State University, and meet with an organizer for "Obama for America" to talk about the importance of community involvement in urban centres.

However, when McDonald read some comments from LifeSiteNews.com, she realized the abortion debate was overshadowing the trip.

Many anonymous commenters accused the board of being "incompetent" or condoning "the anti-Catholic policies of Obama." Others said the board is "pro-contraception and pro-abortion" and "pays for contraception for their employees ... and partners with groups that promote contraception in the developing world."

One comment, which received 31 "likes" from fellow readers, said "If you support the party that supports abortion YOU BETRAY GOD."

Women's reproductive rights have featured heavily in both presidential campaigns, with Mitt Romney attempting to distance himself from Republican state candidates who would outlaw abortion even in cases of incest or rape, and Obama saying *Roe v. Wade* — the U.S. Supreme Court decision which legalized abortion south of the border — could be overturned if Romney becomes president.

"I could see that the trip was causing unforeseen anxiety," said McDonald who, after discussing her decision with Searle, gathered the 52 students on Thursday in the school's chapel to break the news.

"Of course the students were disappointed," said McDonald, "these are teenagers." But, "the trip was not worth it," she said.

On Thursday afternoon, students began a Twitter campaign to clear the name of their teacher who had borne the brunt of the online commenters' wrath.

Using the hashtag #TeamSearle, students expressed their frustration at what they called the "biased article," and the cancellation of the trip. They also wrote about Searle as an "inspirational teacher."

Josh Clatney, 15, a Grade 10 student who would have been heading to Ohio on Saturday, said the article misrepresented the reasons for the trip entirely. "It turned what was supposed to be an educational trip to learn about how the American system of government works into that we're going to support Obama and his pro-choice views, which was absolutely way off the mark."

He also objected to how the article characterized Searle. "He may have said he was pro-Obama, but the point of the trip was never to push his political agenda on us."

Despite his disappointment, Josh said he and his fellow students support the school's decision to cancel the trip they had been looking forward to all year.

"We are a strong community at our school and we definitely support Mr. Searle in this decision."

Searle declined to comment Thursday evening.

LifeSiteNews was started in 1997 by the Campaign Life Coalition, a national anti-abortion organization headquartered in Toronto.

Printed and distributed by NewspaperDirect | [www.newspaperdirect.com](http://www.newspaperdirect.com), US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

**TÉMOINS D'UN ÉVÈNEMENT**  
 VOUS AVEZ DES NOUVELLES,  
 DES PHOTOS D'ACTUALITÉ ?  
 613-562-0333  
 nouvelles@ledroit.com

**MÉTÉO** en détails PAGE 42



**NOUS JOINDRE**  
 Renseignements généraux: 613-562-0111  
 Abonnements et livraison du journal  
 tirage@ledroit.com 613-562-0555  
 www.cyberpresse.ca/abonnement 1 800-267-6961  
 Lundi au vendredi: 6 h — 16h30  
 Samedi: 7 h — 12 h

Rédaction  
 nouvelles@ledroit.com 613-562-0333

Publicité  
 (annonces commerciales) 613-562-7747  
 Lundi au vendredi: 8h30 à 16h30

Petites annonces  
 petitesannonces@ledroit.com 613-562-0222  
 necrologie@ledroit.com 1 800-267-9555  
 Lundi au jeudi: 8 h — 19 h  
 Vendredi: 8 h — 17 h 30  
 Samedi: 8 h — 12 h

**SOMMAIRE**

Actualités	18	Horoscope	26
Arts	30	Loteries	23
Carrefour	12	Nécrologie	38
Détente	26	Petites annonces	34
Économie	27	Sports	40
Editorial	16	Statistiques	42

Le quotidien LeDroit est publié et édité par LeDroit, une division de 3834310 Canada Inc dont le siège social est sis au 47 rue Clarence Bureau 222 à Ottawa, Ontario, K1G 3J9. LeDroit est imprimé à Gatineau par la compagnie Qualimax, propriété de Transcontinental.



**Sur le web**

**ledroit.ca**

**QUESTION DU JOUR**

Selon vous, le maire Gérald Tremblay doit-il démissionner ?

Oui — 85% Non — 15%  
 644 votes

**TWITTER**

Suivez LeDroit sur Twitter au [www.twitter.com/CybLeDroit](http://www.twitter.com/CybLeDroit).

LEDROIT, LE VENDREDI 2 NOVEMBRE 2012

Quelque 22 000 écoliers pourraient être privés d'autobus dès lundi

# La menace d'une grève du transport scolaire se précise



Quatre commissions scolaires de l'Outaouais se préparent au pire, alors que la menace d'une grève du transport scolaire se précise pour lundi prochain.

Les chauffeurs de Bigras Transport ont été les premiers, hier, à se prononcer en faveur d'un débrayage. Les 60 syndiqués ont rejeté l'offre patronale dans une proportion de 82%, a confirmé le porte-parole du syndicat des Teamsters, Stéphane Lacroix.

Trois autres transporteurs doivent aussi se prononcer sur les offres patronales. Un vote décisif se déroulait hier soir chez Autobus LaSalle. Les chauffeurs d'Autobus des Collines et d'Autobus J.J. Campeau doivent se prononcer ce matin. Il reste à voir si le front commun maintenu jusqu'ici par les transporteurs tiendra le coup. Dans le cas de Campeau, l'exécutif syndical recommanderait à ses membres d'accepter les offres patronales, a appris. La question salariale est au cœur du litige.

Une grève des quatre compagnies priverait de transport 22 000 écoliers des commissions scolaires des Draveurs, des Portages-de-l'Outaouais, Western Québec et des Hauts-Bois de l'Outaouais.

## Un salon annulé ?

Un éventuel débrayage pourrait aussi torpiller le Salon de la formation professionnelle et de la formation technique en Outaouais.

L'événement débute mardi prochain et doit se dérouler sur deux jours au centre Robert-Guertin de Gatineau. Des milliers d'élèves de toutes les écoles secondaires de l'Outaouais viennent s'y renseigner sur les programmes disponibles. Le hic, c'est qu'ils dépendent du transport scolaire pour se rendre à destination. « Alors ça nous inquiète beaucoup et on se demande si on ne va pas être obligé d'annuler l'événement », disait hier Jocelyn Blondin, président de la Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais.



SIMON SEGUIN-BERTRAND, Archives LeDroit

Une grève des quatre compagnies priverait de transport 22 000 écoliers des commissions scolaires des Draveurs, des Portages-de-l'Outaouais, Western Québec et des Hauts-Bois de l'Outaouais.

Sans attendre le résultat des votes, les commissions scolaires s'organisent déjà en fonction du déclenchement d'une grève.

## Surveillance accrue

La Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais (CSPO) a annoncé hier des mesures pour accueillir en toute sécurité, dès lundi, les élèves qui prennent normalement l'autobus scolaire pour se rendre à l'école ou à la polyvalente.

Les parents pourront laisser leur progéniture à l'école dès 7 h 30. Les enfants transportés pourront également demeurer à l'école plus longtemps après la fin des classes, mais pas plus tard que 17 h 30. La CSPO défraiera les coûts associés à ces mesures qualifiées d'« exceptionnelles ».

Contrairement à la CSPO, la Commission scolaire des Draveurs n'a pas fourni de plage horaire précise au-delà de laquelle elle refusera de garder les enfants transportés. Elle demande plutôt la collaboration des parents afin de

reconduire leur enfant le plus près possible du début des classes, et de revenir le chercher le plus tôt possible après la fin des classes.

Les écoles renforceront également la surveillance matin et soir, au moment où les parents déposent leurs enfants ou reviennent les chercher. « Nous allons embaucher des agents de sécurité pour gérer la circulation automobile près des écoles et assurer la sécurité des enfants », indique Benoît Tessier, vice-président de la CS des Draveurs.

Le Service de police de la Ville de Gatineau (SPVG) se tient paré à toute éventualité. Elle s'attend à beaucoup de va-et-vient dans les zones scolaires, puisque la grève forcera les parents à jouer aux taxis.

« Nous suivons le dossier de près et les votes de près pour prendre les mesures qui s'imposent, s'il y a lieu. En cas de grève, il y aura une présence policière accrue à proximité des écoles touchées, afin de s'assurer de la sécurité des enfants dans les heures d'achalandage », indique le porte-parole du SPVG, Jean-Paul Lemay.

**89\$\*** **SONIC 2012**  
 (véhicule neuf)

0% 84 mois

500\$

**boulevardgm.com**

950, boul. St-Joseph, Gatineau (secteur Hull)

**819 815-1539**

**Boulevard**  
 Cadillac Chevrolet

\*Plus taxes, 0\$ comptant, aux 2 semaines, 182 versements, SAC.

# Rwzowh #Uwob #Erlyhuw #xofkg #treehge | exoh #g Kdorzhq #

BY MIKE AUBRY ,OTTAWA SUN

FIRST POSTED: THURSDAY, NOVEMBER 01, 2012 09:21 PM EDT | UPDATED: THURSDAY, NOVEMBER 01, 2012 11:22 PM EDT



Wulwq #Erlyhuw #6 #7krz qz lk #lv rp #wdfh | #fnhu #z dv #wdfn hge | #hjuxs #i #kxjv #g #Kdorzhq #Furc #  
P fJ lkrq2Rwz d #v xq, #

Tristan Boisvert's first Halloween out without his mother took a turn for the worse when five bullies in masks sucker-punched him and stole his bag of goodies.

Boisvert, 13, walked the rest of his friends home safely around 9 p.m. Wednesday and was near his house when he got mugged near Sir Winston Churchill Public School.

His mom, Stacey Acker, said he did everything right; he called to check in and went out with a group of friends, making this a terrible ending to an otherwise good evening.

"He was 15 minutes away from home when he got jumped by five kids — they punched him in the eye and they took his candy," said Acker.

"It sucks, it royally sucks. It was his first Halloween going out with his friends without mom in tow."

When the five masked figures, dressed in black, demanded Boisvert hand over his treats, he didn't take them seriously at first.

Judging by their voices, Boisvert pegged them as older teens, around 16.

"But then another kid came up and socked him twice right in the eye. Now he's got a really nice shiner."

That's when, waiting anxiously at home, Acker got the phone call no parent wants to receive.

"He was distraught and I had no idea where he was or what condition he was in," she said. "It was probably the most terrifying 10 minutes of my life."

Acker went out to find him in the street, and she was simmering with rage.

"I was completely disgusted and frankly pissed off, but also sad for him," she said. "He's a happy kid, the kid who values his good manners above all else."

He wasn't out causing trouble, said Acker, he was just out for a good time.



Acker filed a complaint with Ottawa police and wants to know if anyone else was robbed in similar fashion.

Police told the Sun they couldn't comment if any investigation was under way, saying it would take three days to put together the number of calls they received on Halloween.

Boisvert spent Thursday afternoon at CHEO, where doctors monitored his injuries in case he had a minor concussion.

Acker's friends are rallying to get some treats together to let him still have a taste of Halloween spirit.

"He had a great night, but I'd like to get some closure for him so that he has a little faith restored in things getting fixed."

mike.aubry@sunmedia.ca

Twitter: @ottawasunmaubry

**SROC#**  
 Kdvh#rx#hnh#hhg#trch#q#KdorzhhgB;


**Yes**  
 **No**

YRWH


---

[View Results](#)


VSRQVRUHG#DIQNV#



**JUMBO VIDEO / MICROPLAY**  
 Your largest selection for Blu-Ray, DVD & Game Rentals!  
 1556 Merivale Road



**OTTAWA'S #1 GOLD BUYER**  
 The Best gold prices in Ottawa guaranteed! 40 years in business!  
 Click here for CASH today



**Faucet or Drain Problems?**  
 You Know the Price before We Start & Our Work is Guaranteed  
 Accredited by the BBB

See All Sponsored Links

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

*Article rank* | *2 Nov 2012* | *Ottawa Citizen*

# Would-be volunteer school coaches run into high hurdles

Parents learn about police checks, lockdowns and liability, writes MATTHEW PEARSON

Coaching basketball easy, right? All you have to do is unlock the gym, lead a warmup activity, run a few drills and play some scrimmage.

But what about getting a criminal record check or knowing what to do when a school goes into lockdown? Keeping track of game scores and stats? Or worrying about the L-word: liability?

As dozens of busy Ottawa parents have learned recently after stepping up to fill the void left by teachers, when it

is comes to coaching a school team, the devil is in the proverbial details.

There are lots of hoops to jump through and the responsibility is not for the faint of heart.

"It looks relatively easy when you look at coaching and think you show up to a field, you coach and you go home, but it's all that other stuff that goes on in the background that people don't see," said Walter Piovesan of Ottawa's public school board.

"People are entrusting their most precious possessions to the school so we wanted to make sure our volunteers understood that."

As the school year enters its third month, teachers at many public schools continue to sit out of voluntary activities, such as coaching teams or leading other school clubs.

They are, to borrow an oft-repeated phrase from outgoing Premier Dalton McGuinty, taking a pause, still smarting from the sting of having a new contract foisted on them and thousands of others working in the province's school system.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Previous Story](#)[Next Story](#)

Article rank | 2 Nov 2012 | Ottawa Citizen | Mpearson@ottawacitizen.com Twitter.com/mpearson78

# Parents: Lot to digest

While the two-year contract — which the Liberal government passed into law in September with the help of the opposition Progressive Conservatives — freezes wages, slashes sick days and ends the long-standing practice of banking unused sick days, teachers' unions say the real issue is the attack on collective bargaining rights wrought by the bill.

But with a steadfast desire to protect the investments it has made in education — including full-day kindergarten and smaller class sizes — while staring at a \$15-billion deficit, the Liberal government has stuck to its guns, saying the unpopular legislation was necessary.

Not surprisingly, the protracted dispute has left students, parents and school boards all stuck in the middle.

It's also left extracurricular activities hanging in the balance, forcing dozens of parents to come forward and volunteer to be coaches.

Earlier this week, about 100 of them packed a hall at the Confederation Education Centre to learn more about what they've signed up for.

There was a presentation to underscore a volunteer's various responsibilities when it comes to responding to and reporting incidents, such as threats, fights, sexual harassment, bullying or any serious behaviour that jeopardizes student safety or could have a detrimental impact on a school's climate — even if it happened in the off hours.

The presentation explained what a coach should do in the event a school is locked down or the coach suspects a child is the victim of abuse or neglect.

Volunteers learned more about the National Capital Secondary School Athletic Association, the overseer of high school sports in the city, and what paperwork they must file and scores they must record on a central database.

Although it was a lot of information to digest, parent volunteers say teachers and other school officials are doing their best to smooth out the kinks.

"They're being extremely helpful and positive about the whole thing," said Rob Smith, who has signed up to coach Glebe Collegiate Institute's crosscountry ski team.

He met with the school's athletic director and gym teachers the day after the training session to go over everything.

"They want to see the sports programs happen, so I think everybody's working together to do what's best for the kids, given the circumstances."

John Lindsay has had the same experience at Nepean High School, where he's coaching the senior boys' basketball team.

But the real estate agent said the additional responsibility could add up to almost 20 hours per week to his already-packed schedule. He said he doesn't support the job action, but admitted there is a bright side to it.

"Gym time is usually at a premium at our school and now we're almost the only show at the school, so we're getting lots of gym time, or we will be getting lots of gym time, so that's cool."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)[Next Story](#)